

RAYMOND CREYTENS O. P., *L'opuscule de Henri Kalteisen O. P. sur l'obligation de la Règle de Sainte Claire*, in «Archivum Fratrum Praedicatorum» (ISSN 0391-7320), 38, (1968), pp. 47-69.

Url: <https://heyjoe.fbk.eu/index.php/afp>

Questo articolo è stato digitalizzato della Biblioteca Fondazione Bruno Kessler, in collaborazione con l'Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum all'interno del portale [HeyJoe](#) - *History, Religion and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe è un progetto di digitalizzazione di riviste storiche, delle discipline filosofico-religiose e affini per le quali non esiste una versione elettronica.

This article was digitized by the Bruno Kessler Foundation Library in collaboration with the Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum as part of the [HeyJoe](#) portal - *History, Religion, and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe is a project dedicated to digitizing historical journals in the fields of philosophy, religion, and related disciplines for which no electronic version exists.



## Nota copyright

Tutto il materiale contenuto nel sito [HeyJoe](#), compreso il presente PDF, è rilasciato sotto licenza [Creative Commons](#) [Attribuzione-Non commerciale-Non opere derivate 4.0 Internazionale](#). Pertanto è possibile liberamente scaricare, stampare, fotocopiare e distribuire questo articolo e gli altri presenti nel sito, purché si attribuisca in maniera corretta la paternità dell'opera, non la si utilizzi per fini commerciali e non la si trasformi o modifichi.

## Copyright notice

All materials on the [HeyJoe](#) website, including the present PDF file, are made available under a [Creative Commons](#) [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](#). You are free to download, print, copy, and share this file and any other on this website, as long as you give appropriate credit. You may not use this material for commercial purposes. If you remix, transform, or build upon the material, you may not distribute the modified material.



L'OPUSCULE DE HENRI KALTEISEN O.P.  
SUR L'OBLIGATION DE LA RÈGLE  
DE SAINTE CLAIRE

PAR  
RAYMOND CREYTENS O.P.

L'opuscule dont nous voudrions traiter a pour objet la Règle de Sainte Claire et plus précisément le caractère obligatoire de ses prescriptions. Il est conservé dans un seul manuscrit: Bonn, Bibl. univ., S. 326 ff. 183<sup>r</sup>-189<sup>r</sup> et porte comme titre: « Responso magistri Henrici Kaltisen magistri sacri palatii ad quatuor questiones tangentes regulam sororum sancte Clare ». Cet écrit de Henri Kalteisen n'a jamais été signalé par les bibliographes dominicains; son authenticité ne souffre cependant pas de doute. Il a échappé aussi à l'attention des historiens franciscains qui se sont intéressés à la question, soulevée au cours du xv<sup>e</sup> siècle, de l'obligation de la Règle de Sainte Claire. Les érudits n'ont manifestement pas connu l'ouvrage de A. Bugge sur Kalteisen où le dit opuscule du ms. de Bonn est explicitement mentionné<sup>1</sup>. On ne peut que regretter cette lacune dans l'information, surtout de la part des historiens franciscains, car l'opuscule de Kalteisen offre des données intéressantes sur les dernières phases du débat qui précèdent la décision d'Eugène IV relative à l'obligation de la Règle de Sainte Claire.

Avant d'examiner le traité et d'en présenter le texte, évoquons rapidement les événements qui sont à l'origine des discussions sur le caractère obligatoire de la Règle de Sainte Claire. Dans la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle, plusieurs monastères de Clarisses, après avoir embrassé une vie de stricte observance, commencèrent à s'interroger sur la portée de leur profession. La Règle de Sainte Claire oblige-t-elle sous péché? Sous péché grave ou léger? En toutes ses prescriptions sans exception? Ces questions furent l'objet de discussions dans plusieurs monastères, en particulier dans celui du *Corpus Christi* de Man-

---

<sup>1</sup> A. Bugge, Erkebiskop Henrik Kalteisens Kopibog, Christiania 1899, p. xv.

toue, monastère de Clarisses fondé en 1420 et placé dès ses premières origines sous la direction spirituelle des Observants franciscains<sup>2</sup>. Les sœurs, incapables de résoudre ces questions par elles-mêmes, se décidèrent d'interpeler Jean de Capistran; le vicaire général, versé dans ces matières, pourrait fournir à ce sujet les éclaircissements nécessaires. Sœur Elisabeth, abbesse du monastère de Mantoue<sup>3</sup>, lui transmit la demande à la fin de 1444 ou au commencement de 1445.

De prime abord Capistran demeura perplexe; pouvait-il prendre la responsabilité d'une pareille entreprise? Après avoir consulté le confesseur du monastère, Gratien de Cividale, il se décida d'en parler d'abord à Eugène IV. Le pape approuva le projet. Sur quoi le vicaire général se mit aussitôt à l'œuvre. Le 27 janvier 1445 il pouvait déjà envoyer aux sœurs sa Déclaration de la Règle qu'il avait composée au couvent de San Francesco in Trastevere à Rome<sup>4</sup>.

L'histoire n'a pas conservé de témoignages directs de la réaction que la lecture du document provoqua dans la communauté des moniales de Mantoue ou dans celles des Clarisses soumises à son influence spirituelle<sup>5</sup>, où le traité a dû circuler sans tarder. Mais à en juger d'après ce qui se passa dans les années suivantes, il faut croire que ces réactions ont dû être très vives. Capistran avait affirmé dans son traité qu'il y avait dans la Règle 118 *préceptes*, à savoir 3 dans le premier chapitre, 18 dans le second, 6 dans le troisième, 20 dans le quatrième, 16 dans le cinquième, 2 dans le sixième, 5 dans le septième, 12 dans le huitième, 13 dans le neuvième, 7 dans le dixième, 10 dans le onzième et 6 dans le douzième<sup>6</sup>. Mais il oublia de dire ce qu'il entendit par « précepte ». Le vicaire général entendit le vocable, à n'en pas douter, dans le sens général d'obligation de conscience, non pas dans le sens d'obligation sous péché grave. Un canoniste et un moraliste de sa taille ne pouvait

<sup>2</sup> Donatus van Adrichem O.F.M., *Explicatio primae regulae S. Clarae auctore S. Ioanne Capistranensi* (1445), dans AFH (= Archivum Franciscanum hist.) 22 (1929) 337-8, 342.

<sup>3</sup> Hofer dit par erreur 'Milan' au lieu de 'Mantoue'; cf. Johannes Hofer, Johannes von Capestrano, Innsbruck-Wien-München 1936, 267; seconde édition, due aux soins de O. Bonmann O.F.M., Bd. I (Heidelberg 1965) 305.

<sup>4</sup> Le traité est publié dans AFH 22 (1929) 342-357; 512-525.

<sup>5</sup> AFH 22 (1929) 338.

<sup>6</sup> Ces chiffres sont indiqués dans le traité même de Capistran; il n'y a donc pas à douter sur le nombre exact des préceptes. On a donné pourtant d'autres chiffres: J. Hofer parle de 113 préceptes (cf. Johannes von Capestrano, 1<sup>re</sup> éd., p. 267, note 24; 2<sup>me</sup> éd., Bd. I, 305 note 24), L. M<sup>a</sup> Núñez de 116, Marianus de Florence de 117 (cf. AFH 5 [1912] 302), Eugène IV de 103 préceptes (cf. ci-dessous, note 19).

évidemment pas dire que toute faute contre l'un ou l'autre de ces 118 préceptes constituait un péché mortel. L'eût-il d'ailleurs affirmé dans un seul cas! Mais ce qui était évident pour lui, ne l'était pas pour les sœurs. La Règle, se disaient-elles, contient sans le moindre doute des préceptes qui obligent sous péché grave, ceux par exemple qui se réfèrent à l'observance des trois vœux. N'en faut-il pas dire autant des autres « préceptes » énumérés dans le traité? Les 118 prescriptions sont toutes désignées par le même vocable, et peuvent donc comporter une même obligation morale. Ce doute sur la pensée de Capistran suffisait pour jeter aussitôt le trouble dans les consciences des moniales.

Cette situation pénible persista pendant plus d'un an. Personne, semble-t-il, n'eut l'idée d'en informer Capistran. Il eût été pourtant si facile de lui demander des éclaircissements sur sa pensée et de ramener ainsi la sérénité dans les cœurs des sœurs. Les choses changèrent, peu après le chapitre général des Observants d'Italie tenu au couvent d'Araceli de Rome en 1446. Jean de Capistran y donna sa démission comme vicaire général. Les pères capitulaires élurent comme successeur Jacques Primadizzi de Bologne, élection qu'Eugène IV confirma le 6 mai 1446 <sup>7</sup>. Quelques jours après — pendant le mois de mai ou au commencement de juin — quelques personnes intéressées au sort des sœurs, se décidèrent de recourir à Nicolas d'Osimo pour lui demander son avis sur le caractère obligatoire des différentes prescriptions de la Règle de Sainte Claire. Le choix du conseiller était excellent: fr. Nicolas était versé dans ces matières — il avait déjà donné une Explication de la Règle de S. François — et il était en bons termes avec Eugène IV, ce qui avait aussi son poids, puisque le pape avait donné son approbation, au moins implicite, à la Déclaration de Capistran <sup>8</sup>.

Nicolas d'Osimo acquiesça à la demande. Il se mit au travail au couvent d'Araceli de Rome et y termina son traité le 9 juin 1446 <sup>9</sup>.

A lire cette « Explication » de la Règle, il ne peut y avoir de doute que les personnes qui se sont adressées à fr. Nicolas parlent au nom des

---

<sup>7</sup> L. Wadding, *Annales Minorum*, t. XI (1437-1447), Ad Claras Aquas (Quaracchi) 1932, 292-4.

<sup>8</sup> Capistran dit en effet à la fin de son traité: « Valete interim et orate pro sanctissimo domino nostro Eugenio papa IV, cuius licentia, gratia et auctoritate ac benedictione hoc a me inutili seruo vestro munus accipite qualecumque »; cf. AFH 22 (1929) 525; voir aussi le titre et l'introduction de l'ouvrage, AFH 22 (1929) 342-43.

<sup>9</sup> Lucius M<sup>o</sup> Núñez O.F.M., *Explicatio Regulae S. Clarae auctore fr. Nicolao de Auximo O.F.M.* (1446) deque alia auctore S. Ioanne de Capistrano (1445), dans AFH 5 (1912) 299-314. Le texte du traité de Nicolas d'Osimo se lit aux pp. 310-314.

sœurs. Cela résulte clairement de leur demande que le docteur franciscain rapporte au commencement de sa Réponse: « Rogatus ut que in regula beate Clare obligatione *ad peccatum mortale* continentur edisseram, licet ad id me non sufficientem agnoscam, tamen ut, iuxta gratiam mihi a Domino collatam, petentibus satisfaciam, ad eorum editionem procedam ». C'est bien ce que les sœurs voulaient savoir. Capistran leur avait enseigné ce qui dans la Règle est exhortation et ce qui y est précepte, mais il ne leur avait pas indiqué ce qui dans la Règle obligeait sous péché mortel. Or c'était précisément à cause de cette incertitude que les sœurs n'avaient plus eu de repos.

Fr. Nicolas va maintenant les tranquilliser par ses explications plus précises. Il indiquera, comme Capistran l'a fait, ce qui dans la Règle est simple exhortation et ce qui y est précepte, mais il n'oubliera pas de dire, pour chaque précepte qu'il énumère, quand et en quelles circonstances, ce précepte oblige sous péché mortel ou véniel. Et il en expliquera le motif. La gravité de la transgression d'un précepte dépend de l'importance de sa matière. On ne peut donc pas dire que la transgression de n'importe quel précepte de la Règle comporte toujours une faute grave. Tout au long de son Exposition, fr. Nicolas ne se lasse de rappeler aux sœurs ce critère de discernement. Voici son commentaire du chap. 9 de la Règle<sup>10</sup> qui décrit comment les sœurs doivent observer le vœu de pauvreté: « *Non liceat alicui sorori litteras mittere etc. usque illuc: Secure manifestet etc., videtur continere preceptum. Ita tamen quod non parva sed notabilis eorum transgressio constituat in mortali* »<sup>11</sup>. Il dit de même à propos d'une autre prescription contenue dans ce chapitre: « *totum videtur precepti. Ita tamen quod, ut sepe dictum est, non quelibet parva transgressio constituat in mortali* »<sup>12</sup>. Mais c'est surtout dans son commentaire du 4<sup>m</sup>e chapitre qu'on trouve bien exposée sa doctrine: « Quo ad capitulum IV quod incipit: *Sorores litterate etc.*<sup>13</sup>, dico quod totum videtur pertinere ad preceptum, salvis tamen dispensationibus ibidem expressis, et preterquam quod in fine capituli ponitur ibi: pro communicandis sanis sororibus etc. Sciendum tamen quod, licet aliquid ponatur preceptorie et obligatorie, non tamen quelibet ipsius precepti transgressio inducit ad mortale, nisi fiat ex contemptu.

<sup>10</sup> Ce chapitre 9 correspond au chapitre 8 du texte de la Règle de Sainte Claire publié dans: Seraphicae legislationis textus originales, Ad Claras Aquas 1897, 65 n. 3.

<sup>11</sup> AFH 5 (1912) 313, in fine.

<sup>12</sup> AFH 5 (1912) 313-14.

<sup>13</sup> C'est le chapitre 3 du texte de la Règle dans Seraphicae legislationis, p. 55.

Nam secundum morales et theologos, id quod modicum est, ratio apprehendit quasi nichil. Verbi gratia, si aliqua in festo Nativitatis Domini, vel in aliquo alio dierum statutorum non communicaverit, sed post paucos dies a die statuto, licet precesserit aliqua negligentia, nisi fuerit lata seu nimis magna, vel nisi hoc fieret ex contemptu. *Et hoc idem intelligatur in omnibus que in hac regula dicuntur poni preceptorie seu habere vim precepti* »<sup>14</sup>. Ces déclarations de fr. Nicolas constituaient sans aucun doute un grand soulagement pour les sœurs; il était clair maintenant que toute transgression d'un précepte ne constituait pas un péché mortel. Mais il restait des doutes, des incertitudes. Le danger de pécher gravement demeurait très grand, le nombre des préceptes, dont la transgression pouvait entraîner une faute grave, restait élevé. Et que dire de ces transgressions peu importantes dont parlait fr. Nicolas? N'y avait-il pas danger, surtout quand on y était intéressé, de considérer comme négligeable ce qui en vérité avait une certaine importance? La solution proposée par Nicolas d'Osimo n'était donc pas satisfaisante; elle ne dissipait aucunement les doutes des sœurs.

Cette situation pénible dans laquelle se trouvaient les moniales ne pouvait pas durer indéfiniment; elle réclamait une solution au plus vite. Jacques Primadizzi de Bologne le comprit; il fallait que lui, vicaire général des Observants, s'intéressât à la question et s'efforçât de trouver une solution qui pût ramener la paix dans les monastères. Dans les premiers mois qui suivirent la publication du traité de Nicolas d'Osimo, Primadizzi prit la résolution de s'occuper de l'affaire. Mais que faire? Fallait-il soumettre la question une autre fois au jugement d'un troisième confrère de son Ordre? Le vicaire général était d'un autre avis; il ne voyait aucun avantage dans une consultation qui ne pouvait avoir le poids d'un avis émis par deux théologiens et moralistes de la taille d'un Jean de Capistran et d'un Nicolas d'Osimo. Une autre idée lui vint à l'esprit. Le Maître du Sacré Palais, étant théologien du Pape, n'aurait-il pas pu dire un mot définitif sur les obligations que les sœurs avaient contractées en professant la Règle de Sainte Claire? La résolution était prise. Primadizzi envoya une lettre au Maître du Sacré Palais, le dominicain Henri Kalteisen<sup>15</sup>, et le pria de bien vouloir répondre aux quatre questions qu'il lui soumettait au sujet des obligations

<sup>14</sup> AFH 5 (1912) 312.

<sup>15</sup> Kalteisen était Maître du Sacré Palais de 1440 à 1452. Sur sa vie et son activité, voir A. B. Emden, A Survey of Dominicans in England (Diss. hist. Inst. hist. FF. Praed., XVIII), Romae 1967, 377.

de la Règle de Sainte Claire. La lettre de Primadizzi n'est pas conservée mais nous en connaissons la teneur par la Réponse de Henri Kalteisen. Celle-ci se lit dans le ms. Bonn, Bibl. univ., S. 326 ff. 183<sup>r</sup>-189<sup>r</sup>:

« Venerabili patri in Christo Ihesu karissimo religionis beatissimi patriarche Francisci professori et vicario emerito fratri Iacobo de Bononia, frater Henricus Kaltysen ordinis predicatorum sacre theologie et sacri palatii apostolici magister sola Dei patientia appellatus, salutem et caritatis perfectionem.

Ostensa michi regula per almificum patrem Franciscum antedictum sorori beate recordationis Clare suisque imitatricibus consororibus condita, placuit in caritate domini nostri Ihesu Christi me requirere quatenus subscripta velim declarare dubia, scrupulos in conscientiis sororum gignentia.

Primum: an omnia in illa regula statuta sint precepta?

Secundum: si non, sed aliqua, que sint articulatum talia?

Tertium: que sint inibi contenta precepta equipollentia?

Quartum: an ex vi professionis omnia in regula sint obligatoria?

Victus itaque tante caritatis precibus, quas eadem vigente caritate acceptavi pro mandatis, salvo semper apostolice sedis atque cuiuscumque sanius sentientis iudicio, id respondebo quod sentio ».

Kalteisen ne répondit pas immédiatement. Il fit d'abord un brouillon, une espèce de première rédaction conservée elle aussi dans le ms. Bonn, Bibl. univ., S. 326 ff. 174<sup>r</sup>-178<sup>v</sup>, où il consigna sa pensée sur la question de l'obligation des règles religieuses en général et de celle de Sainte Claire en particulier. Ce brouillon fut ensuite revu. Les nombreuses citations, surtout celles empruntées aux œuvres d'Humbert de Romans, furent écartées et les arguments regroupés selon l'ordre des questions que Primadizzi lui avait posées. Kalteisen était prêt avec sa réponse. Il oublia malheureusement d'y apposer la date de la composition de l'ouvrage et le lieu de sa publication. L'opuscule, comme la lettre qui l'accompagnait, fut écrit sans doute à Rome<sup>16</sup> dans les premiers mois qui suivirent la parution du traité de Nicolas d'Osimo, certainement avant le 5 février 1447<sup>17</sup>.

Le Maître du Sacré Palais répondit à la *première question* par un

<sup>16</sup> Il ne paraît pas que le Maître du Sacré Palais se soit absenté de Rome pendant cette période; il part pour Cologne en avril 1448. Voir à ce sujet quelques indications dans Bullarium O.P., t. III, 239; J. Hansen, Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln, Bd. 15, Köln 1918, 117, 119.

<sup>17</sup> La réponse de Kalteisen n'avait plus de sens après le 5 février 1447, date à laquelle la question fut définitivement résolue par Eugène IV (cf. note 19).



« non » catégorique: tout point de la Règle ne peut pas obliger sous précepte. Saint François était un homme prudent et discret qui a légiféré comme les autres fondateurs d'Ordres l'avaient fait avant lui. Or ceux-ci se sont bien gardés d'attacher à tout point de leur Règle la valeur d'un précepte. Le Saint Patriarche n'a donc pas pu agir autrement. Un bon législateur d'ailleurs n'impose pas sous précepte ce que la plupart des sujets ne peut pas observer. Il cherche au contraire à les aider dans la voie du salut en conformant sa législation à celle du Seigneur qui n'impose pas tout sous précepte.

Cependant tout dans la Règle n'est pas simple conseil ou exhortation; il y a aussi des préceptes. La réponse à la *seconde question* va en indiquer la nature et le nombre. Après avoir montré qu'il n'y a pas dans la Règle de Sainte Claire, contrairement à celle des Frères, des préceptes « ex vi verbi » c.à.d. des ordinations exprimées sous forme impérative (*precipio, mando* etc.) ou des ordinations ayant valeur de précepte à cause du mot « tenentur » qui les accompagne, Kalteisen déclare que les sœurs sont tenues d'observer sous précepte: 1<sup>o</sup>) les trois vœux et tout ce qui s'y rattache nécessairement; 2<sup>o</sup>) toutes les ordinations qui équivalent à un précepte. Le premier point n'avait pas besoin de beaucoup d'explication; tout le monde était d'accord sur le caractère obligatoire de ces prescriptions. Le second par contre appelait un commentaire spécial. Le maître dominicain le fournira dans sa Réponse à la *troisième question*.

Qu'entend-on par: « *praeceptis aequipollentia* »? Tout ce que S. François prescrit d'observer sous n'importe quelle formule à cause de leur lien nécessaire avec le maintien de la discipline régulière. Toute prescription donc qui touche une matière importante peut être considérée comme l'expression de la volonté du S. Fondateur; sa force obligatoire sera de même nature que celle des préceptes proprement dits. Ce qui est déterminant, ce n'est pas la formule — impérative ou non — mais l'importance de la matière des différents points de la Règle. Or quels sont ces préceptes implicites? Conformément aux principes appliqués par Clément V à la Règle des Frères, Kalteisen distingue dans la Règle de Sainte Claire 18 « *praeceptis aequipollentia* » qu'il décrit brièvement. En fait il y en a beaucoup plus, car le dernier, relatif à l'observance de la pauvreté absolue, constitue plus qu'un seul précepte. D'après la Décrétale: *Exivi de paradiso*, de Clément V, que notre docteur applique aussi à la Règle des moniales, le précepte de la pauvreté comprend 17 points que les frères ne peuvent pas transgresser sans faute. Jointes aux préceptes explicitement formulés dans la Règle, ces dernières

prescriptions constituait donc une obligation assez lourde pour les sœurs.

Mais il y avait plus encore. Les sœurs n'étaient-elles pas tenues en vertu de leur vœu de profession d'observer aussi tout ce que contient la Règle et par suite tout ce qui se lit dans l'Évangile, puisque leur profession s'étend à l'Évangile aussi bien qu'à la Règle? Sur ce point les commentateurs n'étaient pas d'accord. Les uns affirmaient que tout tombe sous le vœu, les autres limitaient la matière du vœu aux trois points essentiels de la Règle, à savoir la pauvreté, la chasteté, l'obéissance et à ce qui s'y rattache. Dans sa Réponse à la *quatrième question* de Primadizzi, Kalteisen dira ce qu'il en pense. Les sœurs, dit-il, sont tenues en vertu de leur profession d'observer l'Évangile aussi bien que la Règle. C'est la volonté de Saint François, telle qu'elle se manifeste dans les mots employés dans sa Règle: il veut que les sœurs « non solum regulam sed etiam evangelium Christi profiterentur et observarent ex voto sue professionis ». Mais il faut s'entendre sur la nature de cette obligation. Ce que le Saint Fondateur propose dans sa Règle comme conseil demeure conseil, même après l'émission du vœu, car les sœurs promettent, non pas d'observer d'une façon uniforme tout ce que la Règle prescrit, mais d'observer le contenu de la Règle selon le genre d'obligation que S. François y attache: les préceptes comme des préceptes, les conseils comme des conseils. Il faut en dire autant du vœu par lequel elles s'astreignent à observer l'Évangile: « ita tenentur observare ex eodem voto ea que in sacro evangelio continentur, precepta tamquam talia, et consilia tamquam talia et non aliter, nisi forte illa consilia sunt in regula precepta; tunc tenentur ad ea tamquam ex precepto, non ex vi professionis sacri evangelii, sed ex vi professionis regule ».

Primadizzi se sera bien gardé, à n'en pas douter, de transmettre aux sœurs la lettre que le Maître du Sacré Palais venait de lui envoyer en réponse à ses quatre doutes. Cette lettre ne pouvait qu'aggraver la situation déjà très tendue dans les monastères, et ne devait donc pas être divulguée. C'est ce qui explique pourquoi on n'en a pas trouvé de traces dans les archives des sœurs ou des frères de S. François en Italie.

Le problème des sœurs n'était toujours pas résolu. Personne jusqu'ici n'avait démontré que les 118 préceptes énumérés par Capistran dans son commentaire, n'obligeaient pas tous sous péché grave. Nicolas d'Osimo, il est vrai, avait proposé une solution plus bénigne, mais que valait son interprétation en face de celle de son confrère? Le commentaire de Capistran ne jouissait-il pas d'une quasi approbation du pape

puisqu'il avait été écrit « de licentia et commissione » d'Eugène IV, voire avec son autorité et sa bénédiction<sup>18</sup>? Il fallait donc en tenir compte plus que de tout autre commentaire. La difficulté était de savoir ce que Capistran avait entendu par précepte et quelle valeur il y avait attachée. Aussi longtemps que ce doute n'était pas résolu, il n'y avait pas moyen pour les sœurs de vivre en paix. La solution était sous la main: il suffisait d'interpeler Capistran. L'ex-vicaire général aurait dit tout de suite que ses préceptes n'obligent pas tous sous péché mortel, et qu'il n'y avait donc pas lieu d'avoir tant de scrupules. Les défenseurs de la cause des sœurs n'ont pas fait la démarche. Pourquoi? Sans doute parce qu'ils étaient convaincus que les préceptes comportaient, dans l'esprit de Capistran, une obligation grave. Il fallait donc chercher une autre solution. Et cette solution s'imposait: recourir directement au pape. Au commencement de 1447, un des porte-paroles des sœurs lui posait la question: peut-on dire que les préceptes énumérés par Capistran dans son commentaire obligent tous sous péché mortel? La réponse d'Eugène IV, donnée le 5 février 1447, apporta une solution définitive au problème: il n'y a dans la Règle de Sainte Claire que 4 préceptes qui obligent sous péché mortel, à savoir les préceptes qui regardent les trois vœux substantiels et l'élection et la déposition de l'abbesse. La transgression des autres préceptes, indiqués par Capistran, ne comportent donc pas de péché grave; sur ce point le vicaire général a été trop dur<sup>19</sup>. La déclaration du pape fait expressément mention de Capistran et lui attribue cette conception trop rigoureuse de la Règle. L'erreur est due sans doute au porte-parole des sœurs qui, dans sa supplique au pape, n'avait pas bien interprété la pensée de Capistran.

Qui était cet informateur du pape? Le nom du vicaire général, Jacques Primadizzi de Bologne, vient naturellement à l'esprit, car c'est

---

<sup>18</sup> Voir note 8.

<sup>19</sup> Eugène IV dit dans sa lettre du 5 février 1447, adressée au vicaire général Jacques Primadizzi de Bologne: « Cum dilectus filius frater Iohannes de Capistrano, tuus in vicariatus officio praedecessor, declaraverit, quod in regula prima B. Clarae contineantur centum et tria praecepta regularia, in quorum transgressione moniales sive sorores professae peccatum mortale incurrunt, idque nimis durum scrupulosumque iudicemus, auctoritate et tenore praedictis declaramus et volumus, quod in nullius praedictorum transgressione, praeterquam eorum quatuor, quae concernunt principalia vota obedientiae, paupertatis, clausurae, castitatis et insuper electionis abbatisae et depositionis, peccatum mortale incurrant »; cf. Bullarium Franciscanum, nova series, t. I (1431-1455), Ad Claras Aquas (Quaracchi) 1929, p. 525-6, n. 1045 (in fine).

à lui qu'Eugène IV adresse sa lettre du 5 février 1447. Nous n'en sommes cependant pas sûr. Il paraît étrange que le vicaire général qui a eu sans doute entre les mains un exemplaire du traité de Capistran, ait pu dire au pape que le traité comprend 103 préceptes au lieu de 118 qu'il contient effectivement. Le souverain pontife dit en effet expressément dans sa lettre que Capistran confère valeur de précepte à 103 points de la Règle. Celui qui a informé le pape n'était donc au courant de l'affaire que par ouï-dire. Dans l'état actuel de notre documentation il serait risqué d'avancer un nom quelconque.

RESPONSIO MAGISTRI HENRICI KALTISEN MAGISTRI  
SACRI PALACII AD QUATUOR QUESTIONES TANGENTES  
REGULAM SORORUM SANCTE CLARE<sup>1</sup>

(Bonn, Bibl. Univ., S. 326, ff. 183<sup>r</sup>-189<sup>r</sup>)<sup>2</sup>

Venerabili patri in Christo Ihesu karissimo religionis beatissimi patriarche Francisci professori et vicario emerito fratri Iacobo de Bononia, frater Henricus Kaltysen ordinis predicatorum sacre theologie ac sacri palacii apostolici magister sola Dei patientia appellatus, salutem et caritatis perfectionem.

Ostensa michi regula per almificum patrem Franciscum antedictum sorori beate recordationis Clare suisque imitatricibus consororibus condita, placuit in caritate domini nostri Ihesu Christi me requirere quatenus subscripta velim declarare dubia, scrupulos in conscientiis sororum gignentia.

Primum: an omnia in illa regula statuta<sup>3</sup> sint precepta?

Secundum: si non, sed aliqua, que sint articulatim talia?

Tertium: que sint inibi contenta preceptis equipollentia?

Quartum: an ex vi professionis omnia in regula sint obligatoria?

Victus itaque tante caritatis precibus, quas eadem vigente caritate acceptavi pro mandatis, salvo semper apostolice sedis atque cuiuscumque sanius sentientis iudicio, id respondebo quod sentio.

*Ad primum* respondeo plane quod non, ex ratione quadruplici. Quarum prima sumi potest ex providentia et discretione beatissimi patris Francisci eiusdem regule conditoris. Certissime enim credendum est ipsum non fuisse minoris prudentie in condendo suam regulam quam ceteros sanctos patres regularum aliarum religionum conditores. Constat autem alios sanctos qui regulas condiderunt tante fuisse providentie quod noluerunt omnia in eis contenta obligare ut precepta quemadmodum in regulis sanctorum Basilii, Benedicti, Augustini et aliorum claret. Ergo idipsum de sancto Francisco tenendum est.

Secundo. Idem patet ex naturali proprietate cuiuslibet legislatoris. Est enim quilibet iudex aut prelatus quasi quedam regula animata secundum Philosophum. Idcirco omnis sua lex debet esse in ratione fundata. Esset autem contra rationem naturalem quod prelatus omnia sua statuta vellet esse precepta, quia tunc propter eorum multitudinem et humane nature labilitatem vix aliquis ex subditis evaderet eorum transgressionem, et per consequens

<sup>1</sup> Le titre est d'une autre main, mais du xv<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Nous donnons le texte tel qu'il se lit dans le ms. de Bonn, mais nous en uniformisons l'orthographe. Ainsi, nous écrivons toujours 'sicut' pour 'sicud', 'comedendo' pour 'commedendo', 'cotidie' pour 'cottidie', 'pecunia' pour 'pecunia', etc.

<sup>3</sup> *ms.*: situata.

necessitaretur ad peccandum mortaliter. Ergo non est hoc sancto Francisco ascribendum.

Tertio. Idipsum patet ex fine cuiuslibet legislatoris. Nam finis et intentio legis est homines facere bonos et virtuosos, et finis religionis cuiuslibet est ostendere hominibus semitas et media compendiosiora salutis. Sed si omnia in regula contenta essent precepta, iam non ostenderetur professoribus via salutis, sed potius eis (f. 183<sup>v</sup>) iniceretur laqueus dampnationis, quia vix aliquis eorum evadere posset [ne] transgrederetur aliquod eorum, et ita mortaliter peccaret. Ergo ut supra.

Quarto. [Hoc] claret ex quadam equiparantia legis divine et humane. Certum est enim quod leges humane debent esse conformes legi divine quasi regulata regule. Nam pro tanto leges humane vigorem habent pro quanto legi eterne consonant. Sed constat quod lex divina non omnia concludit sub precepto, quia in ea quedam sunt consilia, quedam monita, quedam exhortationes, quedam vero precepta. Ergo pariformiter debet concedi de qualibet religionis cuiuslibet regula. Utamur exemplis, et pro presenti duobus que adducit sanctus Thomas in Quodlibetis <sup>4</sup>, ubi querit: an monachus comedens carnes peccet mortaliter? Respondendo asserit quod non, nisi ex contemptu fieret vel per inobedientiam. Cuius rationem assignat, eo quod abstinere a carnibus non ponitur in regula beati Benedicti ut preceptum, sed ut statutum quoddam. Et si obicitur contrarium <sup>5</sup>, quod pena carceris infligitur monacho in eadem regula si carnes comederit, ergo sic comedendo facit contra preceptum et peccat mortaliter, respondet quod illa pena monacho infligitur qui contumaciter et inobedienter carnes comederit, alias non. Si iterum obicitur <sup>6</sup> quod talis monachus comedendo carnes facit contra votum sue professionis, ergo peccat mortaliter, respondet quod comedere carnes non est contra votum monachi nisi quando comedit eas ex inobedientia vel contemptu. Statuit enim beatus Benedictus monachum profiteri, non quidem observare regulam, sed quod profitens promittat conversionem morum suorum secundum regulam, hoc est dictu, ut videlicet promittat dirigere mores suos secundum regulam, contra quod facit si ea que sunt precepta in regula transgredi[a]tur vel etiam contempnat regulam, recusando actus suos secundum eam dirigere <sup>7</sup>. Et hanc sententiam idem sanctus Doctor in [II<sup>a</sup>] II<sup>o</sup> circa finem <sup>8</sup> ubi querit: an religiosus semper peccet mortaliter transgrediendo ea que continentur in sua regula, clarius enucleat dicens: quod in regula potest aliquid dupliciter contineri. Uno modo ut finis regule, qualia sunt ea que pertinent ad actus virtutum, et hec sunt duplicia. Quedam enim cadunt sub precepto in regula, et horum transgressio obligat ad mortale. Alia non cadunt

<sup>4</sup> Quodlib. .1, a. 20.

<sup>5</sup> Quodlib. 1, a. 20 ad 1<sup>um</sup>.

<sup>6</sup> Quodlib. 1, a. 20 ad 2<sup>um</sup>.

<sup>7</sup> Quodlib. 1, a. 20, in corp.

<sup>8</sup> II. II, q. 186, a. 9.

sub precepto et illorum transgressio non obligat ad mortale (f. 184<sup>r</sup>) nisi propter contemptum. Alio modo continetur aliquid in regula tamquam pertinens ad exterius exercitium, sicut sunt omnes observantie exteriores. Inter quas sunt quedam ad quas obligatur religiosus ex voto sue professionis, quod votum respicit principaliter illa tria predicta, videlicet paupertatem, castitatem et obedientiam. Alia vero omnia ordinantur ad illa tria. Hinc est quod transgressio horum trium obligat ad mortale; aliorum autem transgressio non, nisi vel propter regule contemptum, quia contemptus talis directe contrariatur professioni per quam ipse profitens vovet regularem vitam, vel etiam propter preceptum sibi oretenus a prelato factum sive in regula expressum, quia hoc esset facere contra votum obedientie. Peccare tamen possunt vel venialiter vel etiam mortaliter, si ea que non sunt precepta in regula transgrediantur ex negligentia, ex libidine aut ex consuetudine secundum quod talis negligentia, libido vel consuetudo habet plus aut minus de contemptu annexum.

Si queris quantus est contemptus inducens peccatum mortale, respondet idem sanctus [Thomas]<sup>9</sup> quod si tantus est contemptus quod animus religiosi recusat subici ordinationi legis vel regule, et ex hoc procedit ad faciendum contra legem vel regulam, talis contemptus inducit ad peccatum mortale. Si vero e converso propter aliquam causam particularem, puta concupiscentiam vel iram, inducitur ad faciendum aliquid contra statuta legis vel regule, tunc non peccat ex contemptu superbie. Beatus Bernhardus in libro « De dispensatione et precepto »<sup>10</sup> dicit duplicem esse contemptum mortale inducentem, videlicet regule vel precepti prelati. Sed secundum sanctum Thomam solum primum cadit proprie sub nomine contemptus, secundum vero magis proprie fit contra votum obedientie, ubi etiam aliquando, non semper, contemptus est annexus. Et ista de primo dubio sufficiant.

*Ad secundum* respondeo me regulam diligenter prospexisse nec ex vi verbi me aliquod ibi preceptum reperisse in quo clementissimum beatissimi Francisci [non] notavi benignitatem. Non enim utitur umquam ibi verbis ex vi proprietatum suarum preceptoris, ut sunt: precipio, mando, impono vel iniungo (f. 184<sup>v</sup>) sed benignissime deprecatur, inquiens verbis humilibus sic: « amore sanctissimi ac dilectissimi pueri pauperculi[s] panniculis involuti, in presepio reclinati<sup>11</sup>, et sanctissime matris eius, moneo, deprecor et exhortor sorores meas etc. »<sup>12</sup>. Si obicis quod Ordo, ut Clemens papa in De-

<sup>9</sup> II. II, q. 186, a. 9 ad 3<sup>um</sup>.

<sup>10</sup> S. Bernardi opera, vol. III: Tractatus et opuscula, éd. J. Leclercq-H.M. Rochais, Romae 1963, 253 s.

<sup>11</sup> ms.: inclinati.

<sup>12</sup> Regula Sanctae Clarae, c. 2; ed. Seraphicae legislationis textus originales, Ad Claras Aquas prope Florentiam 1897, 55 n. 18. Dans la suite, nous renvoyons toujours au texte de la Règle publié dans cet ouvrage.

cretali: De verborum significatione [c.] *Exivi de paradiso*<sup>13</sup> ait: « communiter sensit, tenet et tenuit ab antiquo quod ubicumque ponitur in regula fratrum hoc vocabulum 'teneantur', obtinet vim precepti et servari debet a fratribus sicut tale », respondeo hoc non esse contra predicta ubi dixi: non ibi ex vi verbi precipi, nam hoc verbum 'tenetur', et si sit preceptorium in regula fratrum, non tamen semper in regula similiter sororum, nec ex vi verbi nec ratione materie de qua fit sermo sub illo vocabulo. Nimirum si piissimus pater Franciscus magis compati et minus precipere sexui voluit fragili quam virili magis forti. Declaratur autem hoc ex cerimonia multis que in illa regula sororum sub hoc verbo 'teneatur' vel 'teneantur' continentur, nec precepta dici possunt.

Primum, in principio regule habetur in receptione novitie<sup>14</sup>: teneatur abbatissa de licentia cardinalis protectoris ordinis eam recipere cum consensu maioris partis. Ponatur casus quod Ordo protectorem pro tunc non habeat, vel si habet, non tamen possit faciliter attingi. Nonne illa potest recipi? Uti- que, nam et cotidie in diversis mundi partibus recipiuntur, protectore irre- quisito, et hoc sine peccato, ut tenet totius Ordinis opinio. Ergo ly 'tenean- tur' non habet ibi vim precepti.

Secundum, ibidem statuitur<sup>15</sup>: indute novitie ut mox dentur tres tunice et unum pallium. Nonne sine peccato hic numerus potest pretermitti secun- dum conditionem regionis, aut si non sit arcens frigus, ymmo pendendo ab estate ad hyemem impertita forte consumerentur a tineis?

Tertium, de electione abbatisse<sup>16</sup> dicitur quod sorores ante electionem teneantur festinanter procurare habere secum generalem ministrum vel provin- cialem qui eas informet etc. Ponatur igitur illos nimis distare, vel infirmos existere, aut occupatos ne appropinquare possint, numquid sorores possunt eligere licet non sint per illos informate per verbum Dei? Aut si nuntium habere non possint pro tunc ad vocandum illos, vel salarium nuntii nequeant solvere et ita nuntius nolit onus assumere, numquid sorores possunt eligere ne (f. 185<sup>r</sup>) maneant acefale? Uti- que possunt, et tenentur infra tempus a iure statutum, nec censi debent preceptum transgressae. Non ergo ly 'tenean- tur' ibi vim retinet precepti.

Quartum, ibidem subditur<sup>17</sup>: Quod si electa aliquando reperiatur inutilis, teneantur sorores eligere aliam quanto citius possunt. Ponatur sorores non 'quam citius' possunt hoc facere, sed ex compassione aut alia bona causa

<sup>13</sup> Constitution de Clément V du 6 mai 1312; cf. Clement. 5, 11, 1 (Friedb. II, 1195); Bullarium Franciscanum, V, Romae 1898, 82; Seraphicae legislationis textus originales, 238.

<sup>14</sup> Regula, c. 2; Seraphicae legisl., 52 n. 1.

<sup>15</sup> Regula, c. 2; Seraphicae legisl., 53 n. 6.

<sup>16</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 57 n. 2.

<sup>17</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 57 n. 5.



inutilem ferre, quis nisi amens assereret eas preceptum transgressas, et per consequens mortali in peccato toto tollerantie illius in tempore perseverassel!

Quintum, ibi sub eodem vocabulo statuitur<sup>18</sup>: Abbatissa qualibet ebdomada debere ad minus semel ad capitulum convocare, quod si ipsa pre infirmitate aut occupatione illud transferret ad ebdomadam sequentem, nonne transgrederetur preceptum<sup>19</sup>?

Sextum, ubi statuitur<sup>20</sup> non licere loqui sororibus ad cratam nisi presentibus duabus ex octo ad hoc electis, subditur: hanc formam loquendi teneatur abbatissa pro se et sua vicaria observare, ibi ly 'teneatur' vim precepti non potest obtinere. Cuius ratio est, si subveniret repente predo volens monasterium depredari, aut princeps vel prelatus prepotens aut homo pusillanimus vel desperatus, nec abbatissa posset de facili reperire duas sorores prefatas, nonne ipsa deberet et sine peccato loqui cum talibus, aliis sororibus absentibus, posset, vel ad removendum dampnum quod latrones inferre vellet, vel ad exhibendum reverentiam quam maioribus debet, vel consolari pusillanimes, vel reparare desperatos? Utique, omni iure et ratione hoc dicente. His similibusque motus rationibus, dico constanter ly 'teneatur' non tenere vim precepti in regula sororum ordinis sancti Francisci nisi in locis paucis.

Restat igitur declarandum que sint ibi precepta. Et dicendum<sup>21</sup> videtur quod non omnia sed tantum illa tria que sunt cuiuslibet religionis substantialia vota, scilicet obedientia, castitas et vivere sine proprio, et quecumque alia in eadem regula contenta ad ista tria de necessitate pertinentia ac ipsa modificantia. Et dico: de necessitate, quia si non de necessitate sed potius de quadam congruitate pertinerent ad illa tria, non essent precepta sed potius consilia seu statuta; verbi gratia hoc quod in regula sororum ponitur<sup>22</sup>: Sorores omni tempore ieiunent preterquam in festo natalis domini etc. Quis diceret esse preceptum cum sit pene impossibile (f. 185<sup>v</sup>)! Et si aliqua, non petita licentia, clandestine comedendo, ieiunium aliquando frangeret, quod ipsa tamquam precepti rea mortaliter peccasset, dummodo non ex contemptu faceret! Nec Christus neque eius discipuli cotidie ieiunabant. Est ergo consilium illud sive statutum et non preceptum. Simili modo de fractione silentii de quo dicit sanctus Thomas, ubi supra in quodlibetis<sup>23</sup>, quod frangere statuta vel monitiones aut consilia in regula posita, sicut est de esu carniurn vel de fractione silentii in locis interdictis, non inducit peccatum<sup>24</sup> mortale, nisi talia ex contemptu regule vel contra preceptum prelati fierent, extra quos

<sup>18</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 58 n. 11.

<sup>19</sup> *add. ms.*: transgressum fore.

<sup>20</sup> Regula, c. 5; Seraphicae legisl., 60-61, nn. 7-8.

<sup>21</sup> *ms.*: dicentur.

<sup>22</sup> Regula, c. 3; Seraphicae legisl., 56 nn. 7-8.

<sup>23</sup> Cf. note 4.

<sup>24</sup> *rep. ms.*

casus, dicit, stultum esse[t] putare quod religiosus, frangens silentium post completorium, pecc[ar]et mortaliter.

Alia igitur in regula contenta sunt consilia, nisi sint preceptis equipollentia, de quibus in sequenti questione dicitur.

Si queris, cum quasi, paucis demptis, regula eodem modo loquatur de prefatis tribus et aliis ibi contentis, qualiter scire possumus que sint precepta et que consilia, respondeo hoc melius docere unctionem quam lectionem. Sicut enim in sacro evangelio discretio inter precepta et consilia per sanctos doctores inventa est, spiritu sancto illustrante, licet sacrum evangelium uniformiter loquatur, illam distinctionem expresse non indicans, ita et viri devoti istam in regulis reperire possunt faciliter distinctionem. Ratio quoque naturalis dictat beatum Franciscum in regula semper voluisse eas obligare ex precepto ad prefata tria cum pertinentibus de necessitate ad illa, et non eque ad omnia alia ibi contenta, sicut et alios<sup>25</sup> legum latores ac religionum institutores verisimile est suis in statutis intendisse. Esset enim vir crudelis qui vellet omnia sua statuta esse precepta et per consequens transgressores reos esse mortalis culpe, uti ostensum est supra in questione prima.

*Ad tertium* respondeo<sup>26</sup> illa esse preceptis equipollentia que, licet non exprimentur per verba preceptoria, sunt tamen ex intentione legislatoris obligatoria, utpote predicta tria precepta regulantia, et sine quorum observantia non appareret, ymmo periret regularis disciplina. Unde sicut ex fructu arbor,[ita] ex ratione materie de qua agitur cognosci potest intentio et voluntas eius conditoris. Circa quod nota ita censendum [esse] de contentis in regulis religiosorum sicut in verbis scripturarum divinarum. Ibi enim (f. 186<sup>r</sup>) aliquid ponitur esse preceptum tripliciter. Uno modo, ibi traduntur precepta modo precepti simulque cum intentione precipiendi, ut est illud: *Hoc est preceptum meum ut diligatis invicem*<sup>27</sup>. Alio modo traduntur<sup>28</sup> quedam cum modo precepti sed non cum intentione precipiendi, ut est illud de sanatione surdi et muti, de qua precepit dominus ne cuiquam dicerent<sup>29</sup>. Quis enim auderet dicere quod dominus et redemptor noster intenderet per illa verba eos voluisse obligare ad penam precepti et per consequens quod illi, hoc miraculum plus et plus predicando, mortaliter peccassent quando precipiebat ut tacerent! Tertio modo dum in ea traduntur aliqua que habent preceptum in intentione quamvis non in modo, ut est illud: *Non furtum facies*<sup>30</sup>. Hoc enim modo declarant sancti circa eundem passum scripture sacre reperiri in pari modo loquendi, unum esse consilium et aliud preceptum. Et hoc ex intentione legislatoris, ut ibi: *Si quis te percusserit ad unam maxillam, prebe*

<sup>25</sup> *ms.*: alii.

<sup>26</sup> *ms.*: responsio.

<sup>27</sup> Ioan. 15, 12.

<sup>28</sup> *ms.*: tradit.

<sup>29</sup> Marc. 7, 36.

<sup>30</sup> Matth. 19, 18.

*ei alteram*<sup>31</sup>, est consilium. Et cum dicatur in eodem capitulo: *mutuum date, nichil inde sperantes*<sup>32</sup>, licet sit idem modus loquendi, reputatur preceptum. Ita in regula censendum. Sunt igitur omnia ista ex intentione beati Francisci obligatoria sine quibus regularis non subsisteret observantia, vocata per dominum Clementem papam, ubi supra<sup>33</sup>, preceptis equipollentia. Secundum itaque quod idem papa in equipollendo de regula declarat fratrum, ita hic puto tenendum circa regulam sororum. In qua hoc reperio tamquam precepto equipollens. Videntur<sup>34</sup> obligatoria:

Primum, quod ab hora professionis emisse, sorores singule in habitus forma uniformes existant<sup>35</sup>;

2<sup>m</sup>, quod abbatissa magistram de honestioribus monasterii, novitiis<sup>36</sup> provideat<sup>37</sup>;

3<sup>m</sup>, quod infirmis sollicite serviant et provideant<sup>38</sup>;

4<sup>m</sup>, quod in formam rotundam singule sorores tonsuram ferant<sup>39</sup>;

5<sup>m</sup>, quod litterate divinum officium, illitterate orationes in regula expressas fideliter persolvant<sup>40</sup>;

6<sup>m</sup>, quod confessiones et communiones temporibus ibidem diffinitis observent<sup>41</sup>;

7<sup>m</sup>, quod nonnisi professam in abbatissam eligant<sup>42</sup>;

8<sup>m</sup>, quod communitatem in refectorio, in choro et in habitus vilitate ostendant<sup>43</sup>;

9<sup>m</sup>, quod abbatissa nonnisi de consensu sororum officiales ponat et deponat<sup>44</sup>;

10<sup>m</sup>, quod ad cratam nulla sororum accedat ad loquendum cum forense nisi de licentia abbatisse vel eius vicarie, et in presentia aliarum deputatarum (f. 186<sup>v</sup>) duarum si haberi commode possunt<sup>45</sup>;

11<sup>m</sup>, quod clausuram porte sollicite custodiant, ita quod nusquam aperiatur intrare volenti nisi de licentia Pape vel cardinalis protectoris, nisi in forma confessoribus et superioribus in regula pretaxata aperiatur<sup>46</sup>;

<sup>31</sup> Luc. 6, 29.

<sup>32</sup> Luc. 6, 35.

<sup>33</sup> Cf. note 13.

<sup>34</sup> *ms.*: 31.

<sup>35</sup> Regula, c. 2; Seraphicae legisl., 53-54.

<sup>36</sup> *ms.*: novitiabus.

<sup>37</sup> Regula, c. 2; Seraphicae legisl., 54 n. 14.

<sup>38</sup> Regula, c. 8; Seraphicae legisl., 66 n. 8.

<sup>39</sup> Regula, c. 1; Seraphicae legisl., 53 n. 6.

<sup>40</sup> Regula, c. 3; Seraphicae legisl., 55 nn. 1-3.

<sup>41</sup> Regula, c. 3; Seraphicae legisl., 56 nn. 11, 13.

<sup>42</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 57 n. 3.

<sup>43</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 58 n. 10.

<sup>44</sup> Regula, c. 4; Seraphicae legisl., 59 nn. 16-18.

<sup>45</sup> Regula, c. 5; Seraphicae legisl., 60 nn. 5-6.

<sup>46</sup> Regula, c. 11 et c. 12; Seraphicae legisl., 72 nn. 6-9; 74 n. 8.

- 12<sup>m</sup>, quod si qua aliam offenderit, veniam petat <sup>47</sup>;  
 13<sup>m</sup>, quod firmiter ne consortia habeant suspecta caveant <sup>48</sup>;  
 14<sup>m</sup>, quod nulla earum extra monasterium ea que intus dicuntur aut fiunt pro quanto ex eis scandalum nasci valeat, revelet <sup>49</sup>;  
 15<sup>m</sup>, quod abbatissa nichil umquam sororibus precipiat quod contra anime salutem aut formam sue professionis existat <sup>50</sup>;  
 16<sup>m</sup>, quod caveant sibi ab omni superbia, vana gloria, avaritia, cura et sollicitudine huius seculi, detractone, murmuratione, dissensione et divisione <sup>51</sup>;  
 17<sup>m</sup>, quod habeant humilitatem et patientiam in tribulatione et infirmitate <sup>52</sup>;  
 18<sup>m</sup>, quod etiam sub precepto altissime paupertatis puto comprehendi, id est, quod sorores nichil sibi approprient, nec domum, nec locum, nec aliquam rem, mittentes pro elemosina confidenter <sup>53</sup>.

Ubi admitti debet quod locum habet hic declaratio domini Clementis in Decretali: *Exivi de paradiso*, ostendetis quod <sup>54</sup> in hoc precepto plura prohibentur:

- Primum, quod a denariis et pecuniis directe et indirecte, per se vel per interpositas personas recipiendis aut procurandis se observent omnibus modis immunes <sup>55</sup>;  
 2<sup>m</sup>, quod cum fratribus in sua regula concedatur recursus ad amicos spirituales posse haberi pro aliquibus denariis acquirendis tantum in duobus casibus, videlicet pro infirmorum necessitatibus et fratribus induendis, idipsum pie et rationabiliter pro eisdem causis sororibus concedi debet <sup>56</sup>;  
 3<sup>m</sup>, quod si extra predictos duos casus per quemcumque modum ad nummos acquirendos recurrant, transgressores precepti iudicandi sunt <sup>57</sup>;  
 4<sup>m</sup>, quod omnis pecunie questus, similiter oblationum pecuniarum receptio, in ecclesia vel alibi positio trunci vel cippi ubi donantes pecunias iniciant, prohibentur tam fratribus quam sororibus sepedicte regule <sup>58</sup>;  
 5<sup>m</sup>, quod nullius rei temporalis, scilicet pecunie, domus, loci cuiuscumque sibi ascribant dominium in speciali neque in communi, sed simplicem

<sup>47</sup> Regula, c. 9; Seraphicae legisl., 68 n. 4.

<sup>48</sup> Regula, c. 9; Seraphicae legisl., 69 n. 8.

<sup>49</sup> Regula, c. 9; Seraphicae legisl., 69 n. 11.

<sup>50</sup> Regula, c. 10; Seraphicae legisl., 70 n. 1.

<sup>51</sup> Regula, c. 10; Seraphicae legisl., 70 n. 4.

<sup>52</sup> Regula, c. 10; Seraphicae legisl., 71 n. 7.

<sup>53</sup> Regula, c. 8; Seraphicae legisl., 65 n. 1.

<sup>54</sup> *ms.*: quem.

<sup>55</sup> Constitutio et Decretalis Clementis PP. V: *Exivi de paradiso*; ed. Seraphicae legisl., 243.

<sup>56</sup> Constitutio Clem. V, 244 n. 2.

<sup>57</sup> Const. Clem. V, 244 n. 2.

<sup>58</sup> Const. Clem. V, 244 n. 1.

teneant usum facti, quia dominium eius, cum ipsi fratres aut sorores habere non possint, romana ecclesia secundum declarationem Nicholai tertii, in se suscipit <sup>59</sup>;

6<sup>m</sup>, quod heredes esse nequeunt suorum (187<sup>r</sup>) bonorum, et multo minus procurare debent se institui in heredes aliorum parentalium <sup>60</sup>;

7<sup>m</sup>, quod redditus annuos, etiam de hereditate paterna sibi emptos, non possunt recipere pro se nec pro monasterio <sup>61</sup>;

8<sup>m</sup>, quod ante professionem possunt sorores res suas disponere, sed relictas ex post non suas appellare neque de eis quamcumque donationem facere;

9<sup>m</sup>, quod etiam pecunias in predictis duobus casibus acquisitas non debent per se, sed per depositarios tractare;

10<sup>m</sup>, quod ab illis depositariis non possunt per se vel medias personas computationem exigere de expensis factis, nec precipere eis quod et qualiter illa pecunia expendatur, nec eam repetere, nec capsulam pecunie in suam custodiam recipere, neque clavem retinere ad illam spectantem. Hi <sup>62</sup> enim et consimiles actus sororibus sicut et fratribus interdicti sunt, quia predicta et similia facere ad solos dominos rerum pertinent, cuiusmodi ipsi non sunt <sup>63</sup>;

11<sup>m</sup>, quod non obstante quod romana ecclesia recepit in se dominium rerum oblatarum fratribus aut sororibus illis, non tamen possunt nec debent census annuos [recipere] in tanta quantitate quod sufficiat pro victu, conventusque tenentur pro elemosina mittere et de illa vivere <sup>64</sup>;

12<sup>m</sup>, [quod] ipsi non possunt esse ultimarum voluntatum executores, nec usurarum aut male ablatarum pecuniarum restitutores <sup>65</sup>;

13<sup>m</sup>, quod licet possint habere [h]ortos parvos et vineas ad colendum, non tamen possunt habere [h]ortos excessivos nec vineas adeo magnas quod tam de oleribus quam de vino colligatur multum ad vendendum <sup>66</sup>;

14<sup>m</sup>, quod licet habere possint cellare ad vina necessaria pro aliquo tempore conservanda, et simili modo pro granis granaria, non tamen conceditur eis messium tempore aut vindemiarum tantum granum aut vinum, mendicando vel emendo, reponere quod quasi sufficiat pro toto anno vel notabili eius tempore, quia sic possent absque mendicitate vitam suam transigere, illo vel alio tempore <sup>67</sup>;

---

<sup>59</sup> Const. Clem. V, 246 n. 1; cf. Constitutio Nicolai PP. III: *Exiit* (14 aug. 1279); ed. Seraphicae legisl., 196-7.

<sup>60</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

<sup>61</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

<sup>62</sup> *ms.*: hos.

<sup>63</sup> Const. Clem. V, 245 n. 4.

<sup>64</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

<sup>65</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

<sup>66</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

<sup>67</sup> Const. Clem. V, 247 n. 2.

15<sup>m</sup>, quod non debent facere nec fieri procurare ecclesias nec alia edificia in quantitate, sumptuositate, figura ac forma notabiliter excedentes; non enim tunc viderentur pauperum sed magnatum habitacula <sup>68</sup>;

16<sup>m</sup>, quod paramenta et ecclesiastica ornamenta non debent habere nimia nec multum preciosa, etiam si eis sint in funeralibus oblata, sicut nec arma defunctorum sunt ab eis recipienda si offerantur <sup>69</sup>;

17<sup>m</sup>, quod tenentur ad usum pauperem et rerum sibi oblatarum, non solum ad usum temperantie, sed etiam ad usum ar[c]tium (f. 187<sup>v</sup>) quemadmodum in regula statuitur, et non ultra <sup>70</sup>.

Hec omnia et similia que faciliter depurata reperiet conscientia, putocenseri preceptis equipollentia. Et tantum de tertio.

*Ad quartum* responsio sit hec: hic duas reperiri opiniones sollempnes. Prima dicit <sup>71</sup> quod vovens in professione regulam observare, vovet omnia in ea contenta, et ita omnia illa cadunt sub voto. Alia dicit contrarium, quod sub voto cadunt tantum illa tria principalia <sup>72</sup> et pertinentia ad illa, quia qualitercumque [quis] profiteatur professione ab ecclesia approbata, non intendit profiteri et vovere omnia in regula contenta, sed tantum regularem vitam observare, que essentialiter consistit in predictis tribus regule preceptis, omnibus religionibus communibus. Et si obicitur contra primam opinionem quod ex ea sequeretur, sorores esse ex voto obligatas <sup>73</sup> ad omnia statuta et consilia sancti evangelii, quod esset durissimum, patet tamen sequela eo quod equaliter promittunt in sua professione observare sanctum evangelium sicut et regulam. Nam in dicte regule principio habetur sic: « Forma vite ordinis sororum pauperum quam beatus Franciscus instituit, hec est: domini nostri Ihesu Christi evangelium observare, vivendo in obedientia, sine proprio, et in castitate » <sup>74</sup>. Infra sic: « Finito vero anno probationis, recipiatur ad obedientiam, promittens vitam istam semper et regulam observare » <sup>75</sup>. Et infra sic: « Paupertatem et humilitatem et sanctum evangelium domini nostri Ihesu Christi quod firmiter promisimus, in perpetuum observemus » <sup>76</sup>. Hanc sequelam opinio prima concedere habet ex vi rationis inducte.

Secunda vero eam negat propter pretacta, notando <sup>77</sup> quod licet in verbis professionum hodie in ecclesia approbatarum differentia reperiatur, conveniunt tamen in eadem sententia, quia eadem unctio Spiritus sancti formas et

<sup>68</sup> Const. Clem. V, 248 n. 2.

<sup>69</sup> Const. Clem. V, 248 n. 2.

<sup>70</sup> Const. Clem. V, 256 n. 1.

<sup>71</sup> *ms.*: dicentem.

<sup>72</sup> *ms.*: principia.

<sup>73</sup> *ms.*: obligatos.

<sup>74</sup> Regula, c. 1; Seraphicae legisl., 51 nn. 1-2.

<sup>75</sup> Regula, c. 2; Seraphicae legisl., 54 n. 8.

<sup>76</sup> Regula, c. 12; Seraphicae legisl., 75 n. 11.

<sup>77</sup> *ms.*: notantes.

verba earundem professionum docuit. Unde sicut unus est finis proximus omnium religionum, videlicet ad perfecte caritatis acquisitionem tendere, licet variis utantur mediis, ita idem est finis omnium earundem professionum, quamvis variis utantur verbis in profitendo, qui finis est observare regularem vitam, hoc est dictu, quod vovent vivere secundum regulam et statuta illius ordinis quem profitentur. Et iuvantur sic opinantes ex sententia sancti doctoris Thome in Summa circa finem <sup>78</sup>, ubi distinguit professionis modos, qui sunt <sup>79</sup> triplices. Quidam enim vovent observare regulam ut sunt fratres ordinis sancti Francisci; alii mutare mores (f. 188<sup>r</sup>) et vivere secundum regulam ut fratres sancti Benedicti; tertii promittunt obedientiam suis superioribus secundum regulam et constitutiones ut sunt Cartusienses et fratres Predicatores. Primi voventes regulam observare, non vovent omnia que sunt in illa, sed regularem vitam que essentialiter consistit in observantia trium principalium votorum, que etiam sunt in regula precepta, videlicet [in] obedientia, castitate et paupertate. Secundi cautius profitentur quam primi eo quod non profitentur regulam sed vivere secundum eam, id est tendere ad hoc quod mores suos informant secundum regulam sicut secundum quoddam exemplar. Et hec intentio tollitur per contemptum.

Si queris quid est ille contemptus, respondet ibidem <sup>80</sup>: quod ubi avertitur animus professi fratris adeo quod recusat subici intentioni et ordinationi legis vel regule, et ex hoc procedit ad faciendum contra legem vel regulam, talis contemptus inducit peccatum mortale. Quando autem e converso propter aliquam causam particularem, puta concupiscentiam vel iram frater inducitur ad faciendum contra legem aut regulam vel statuta inibi contenta, tunc non peccat ex contemptu.

Tertii cautissime profitentur, quia dum promittunt obedientiam secundum regulam, tali professioni non contra[ria]tur nisi id quod est contra preceptum regule. Transgressio vero aliorum non obligat ad peccatum nisi ex negligentia, ex libidine, ex consuetudine vel contemptu fiat. His quatuor cessantibus, obligantur fratres predicatorum non ad culpam ullam mortalem aut venialem, si ea que non sunt precepta in regula obmittunt, sed ad certam penam, [qua] non anima sed corpus, certa afflictione in statutis prescripta, [est] puniendum <sup>81</sup>, quia illo modo et non aliter obligantur ad illa observanda.

Dicunt igitur isti constanter negando assumptum argumenti, affirmantes quod fratres et sorores ordinis sancti Francisci non tenentur ad omnia consilia evangelica, sed tantum ad observandum ea que sunt in sua regula pre-

---

<sup>78</sup> II. II, q. 186, a. 9 ad 1<sup>um</sup>.

<sup>79</sup> *ms.*: esse. Dans le brouillon (f. 176<sup>r</sup>) Kalteisen écrit: modos, qui sunt triplices.

<sup>80</sup> II. II, q. 186, a. 9 ad 3<sup>um</sup>.

<sup>81</sup> *ms.*: non animam sed corpus constituendum certa afflictione in statutis prescripta puniendum.

ceptorie expressa vel inhibitorie, vel <sup>82</sup> sub verbis equipollentibus, ut Nicolaus papa tertius determinavit <sup>83</sup>.

Si queris: quid igitur inter has opiniones tenendum? Respondeo non difficile esse indicandum. Cuius est ratio quia <sup>84</sup> voces sunt earum que sunt in anima passionum (f. 188<sup>v</sup>) note, secundum Philosophum, et ex hac habundantia cordis os loquitur, quia que exeunt ex ore de corde procedunt, ut Salvator noster attestatur <sup>85</sup>. Cum igitur sanctus pater Franciscus hanc verborum formam magna prehabita cum Spiritu sancto deliberatione tradiderit, nec credendum sit eum propriam vocem non intellexisse, sed potius habundantiam hanc perfectionis in suis filiabus reperire voluisse, ut non solum regulam sed etiam evangelium Christi profiterentur et observarent ex voto sue professionis, prima opinio videtur securior et tenenda ex mente sancti Francisci qui non sine causa pre omnibus aliis religionibus ac religionum institutoribus hanc formam singularem profitendi tradidit. Est igitur consueendum pro animarum sororum salute ut sciant se obligatas ex voto sue professionis equaliter ad observandum sanctum evangelium sicut regulam. Unde sicut obligantur ex voto sue professionis ad observandum ea que in regula continentur, non uniformiter, sed precepta ut precepta, consilia vel statuta seu monitiones uti talia et non aliter, ut dicere habet utraque opinio pretacta, ita tenentur observare ex eodem voto ea que in sacro evangelio continentur, precepta tamquam talia, et consilia tamquam talia et non aliter, nisi forte illa consilia sunt in regula precepta; tunc tenentur ad ea tamquam ex precepto, non ex vi professionis sacri evangelii, sed ex vi professionis regule secundum determinationem Clementis pape ubi supra <sup>86</sup>, et beati Thome in Summa non longe a fine <sup>87</sup>, determinantis: religiosos non teneri ad omnia consilia evangelica, sed tantum ad ea ad que se voto proprio astrinxerunt.

Si queris, quare in regulis religiosorum potius aliqua quam omnia continentur consilia, respondet <sup>88</sup>: quia quedam consilia necessaria sunt ad vitam regularem observandam et non omnia. Sunt enim aliqua consilia Christi que si premitterentur, tota vita hominis implicaretur negociis secularibus, puta si homo haberet proprium vel uteretur matrimonio vel aliquid huiusmodi faceret quod esset contra aliquod trium votorum substantialium cuiuslibet religionis. Alia sunt de quibusdam particularibus melioribus actibus que premitteri possunt absque hoc quod vita hominis secularibus negociis implicetur. Ideo non oportet quod religiosi ad omnia talia teneantur. Probat autem

<sup>82</sup> ms.: sed.

<sup>83</sup> Constitutio: *Exiit*; cf. Seraphicæ legis., 189, in fine.

<sup>84</sup> add. ms.: cum.

<sup>85</sup> Peri Hermeneias, c. 1 (16<sup>a</sup> 3-4); Matth. 15, 18.

<sup>86</sup> Constitutio: *Exiit de paradiso*; cf. Seraphicæ legis., 233-4.

<sup>87</sup> II. II, q. 186, a. 2.

<sup>88</sup> II. II, q. 186, a. 2 ad 3<sup>um</sup>.



Clemens papa<sup>89</sup> hanc fuisse intentionem beati Francisci regulam condendo ex hoc quod in regula aliqua consilia evangelica expresse posuit, aliis pretermittis. Si enim idem pater Franciscus intendisset per illa verba: Regula (f. 181<sup>r</sup>) et vita sororum hec est etc., eas ad omnia consilia evangelica obligare, superflue et nugatorie quedam eorum in regula expressisset, ceteris suppressis.

Hec sunt pater omni veneratione predigne que inter occupationes varias vix colligere potui sub brevitate, vestre caritati responsa ad questiones propositas. Supplico igitur fratrum et sororum me orationibus recordari quatenus earum precibus intervenientibus miseriatui mei peccatoris dulcissimus ac sanctissimus patriarcha Franciscus. Amen.

---

<sup>89</sup> Constitutio: *Exivi de paradiso*; cf. Seraphicae legisl., 244.